

Les mobilisations contemporaines contre les injustices : radicales et fluides

Transcription de la discussion avec Réjane Sénac

Programme PRESAGE : Bienvenue dans Genre et cetera, le podcast du Programme de recherche et d'enseignement des savoirs sur le genre de Sciences Po.

Ces derniers mois, une pandémie nous a obligés à revoir nos modes de vie. Période de reconfinement après période de déconfinement et de confinement, beaucoup ont parlé d'un "monde d'après".

Pourtant, certaines personnes s'engagent depuis longtemps pour imaginer et poser les fondements de ce monde d'après, d'une société profondément transformée.

Certains engagements ont été visibles ces dernières années, comme par exemple la Zone à Défendre de Notre-Dame-des-Landes dès 2014, le mouvement Nuit debout en 2016 ou plus récemment, en 2018 et 2019, le mouvement des Gilets Jaunes, et celui des colleuses contre les féminicides.

en parallèle, d'autres personnes s'engagent de manière plus discrète, moins médiatique, parfois plus institutionnelle

Mais malgré la diversité des tactiques employées par les activistes en France, leur engagement a un horizon commun : ils existent pour faire advenir une transformation globale de la société.

Pendant plus d'un an, Réjane Sénac, directrice de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po, le CEVIPOF, est allée à la rencontre de responsables d'associations, de responsables de collectifs et d'activistes.

En tout, elle a rencontré 124 personnes et recueilli leurs perspectives et leurs points de vue sur le monde et sur leurs luttes.

Elle vient de publier les résultats de cette enquête qualitative inédite aux Presses de Sciences Po dans un livre intitulé "Radicales et fluides".

Bonjour Réjane Sénac,

Réjane Sénac : Bonjour

Programme PRESAGE : Je crois que le point de départ de votre enquête qualitative, c'était le principe d'égalité, sur lequel vous avez déjà travaillé dans vos précédents travaux.

Et donc lorsque vous rencontrez les responsables d'associations, les activistes, vous avez toujours avec vous ce qu'on appelle une grille d'entretien : c'est une liste de questions, structurées dans des catégories, dans un certain ordre. Et la première question que vous posez c'est toujours la même, on l'appelle la "question-clé" ou la "consigne". Et vous votre question-clé elle interrogeait le rapport que la personne interviewée entretient avec le principe d'égalité. Et là vous sentez une certaine méfiance, voire une défiance vis-à-vis de

l'égalité. Les activistes préfèrent plutôt parler de justice, d'équité, de visibilité ou de dignité. Est-ce que vous avez été surprise par ces réactions ?

R.S. : Oui, j'ai été surprise j'ai même été un peu déstabilisée dans ma recherche puisqu'en effet, comme vous l'avez dit, le rôle central du principe d'égalité dans les mobilisations contemporaines était ma réponse en fait, était mon hypothèse, une hypothèse de travail, avec l'idée que au-delà, ou en-dessus, de leurs spécificités, de leurs divergences, les mobilisations contre le sexisme, le racisme, pour la justice sociale, pour une justice écologique ou contre le spécisme, avaient pour point commun de vouloir tendre vers une déconstruction des inégalités, des différences perçues comme illégitimes et vers un horizon d'égalité au sens de non-domination. Les retours qui m'ont été faits c'était que le principe d'égalité était un "mot blessé", pour reprendre Daniel Bensaïd, puisqu'en effet que cela soit des premiers concernés qui appréhendaient par leurs vécus les injustices à travers des situations un traitement inégalitaire, ou que ça soit des alliés qui percevaient comme injuste ce type de traitement et de réalité, l'entrée dans les mobilisations, dans l'engagement, était avant tout à la fois vécue et analysée comme un engagement contre les injustices. Et le "pour" des mobilisations était beaucoup plus formalisé en termes de tendre vers l'équité dans un traitement adapté mais aussi aux situations, revaloriser, être reconnu comme égaux mais plutôt sous le terme de dignité, ou rendre visibles les injustices et donc plus la bannière, là, des visibilités. Donc, le principe d'égalité que je percevais de manière assez vingtième siècle [rires], si je veux moi-même avoir un regard un peu critique sur mes butoirs, était vraiment critiqué comme étant trop associé à des institutions, des acteurs, une Histoire, qui est une Histoire de l'exclusion et des discriminations. C'est pas pour autant qu'il n'y a pas de grille de lecture commune de ces mobilisations, mais cette grille de lecture commune elle n'est pas derrière un terme, une bannière commune, ou derrière un horizon d'ailleurs de convergence des luttes, ce qui était quand même un peu mon questionnement aussi très vingtième siècle. Mais la grille de lecture commune elle est plus dans la remise en cause des injustices et dans une lecture critique d'un héritage mais aussi d'un présent de la République française et de la société française empreinte de contradictions et ayant une nécessité pour que les inégalités soient remises en cause de manière réelle, d'avoir une remise en cause radicale au sens de travailler sur les causes des dominations, dans leur entremêlement, dans leur profondeur, et non pas d'avoir des logiques réformistes qui sont plus associées justement à ce principe d'égalité même si une partie des personnes interviewées et des responsables d'associations et des activistes voient la nécessité de continuer à cheminer avec ce principe d'égalité à se mobiliser autour de ce principe qu'ils perçoivent comme plus exigeant, plus épais que des principes qu'ils associent plutôt à la morale comme la dignité, ou qui sont plus malléables comme l'équité, et de se le réapproprié avec une véritable exigence c'est d'un point de vue stratégique aussi en disant "soyons à la hauteur, et soyez à la hauteur les représentants, les institutions, des principes que vous portez et au premier titre ce principe fondamental qui est le principe d'égalité.

Programme PRESAGE : D'accord et en continuant votre enquête, vous observez des divergences dans la façon dont les activistes conçoivent leur mobilisations. Au sein du mouvement féministe notamment, vous décrivez plusieurs enjeux polémiques, comme le port du voile, ou la prostitution. Est-ce que vous pourriez nous en dire plus ?

R.S. : Donc en effet moi mon entrée dans la recherche, et c'est souvent le cas, on part d'un paradoxe, d'une énigme, de quelque chose qui nous interroge, et ce qui me semblait

contradictoire c'était qu'il y avait à la fois une véritable, un véritable moment et mouvement vers à la fois une déconstruction des dominations pensées comme transversale, globale, au-delà des types de publics et des types de dominations, donc à travers en particulier le rapport à l'intersectionnalité qui croise sexe, race, classe, mais aussi ce "fin du mois, fin du monde" ou "justice sociale et écologique", donc vraiment ce questionnement de ce qui fait commun dans à la fois, dans les dominations mais aussi dans l'horizon d'émancipation. Et dans le même moment je percevais des divisions qui étaient de l'ordre de découpages, de camps, en particulier chez les féministes, entre amies et ennemies, autour d'enjeux qui étaient perçus comme des enjeux irréconciliables, des positions irréconciliables, soit sur le rapport consentement autour de la prostitution et du port du voile en particulier et le rapport aussi à l'identité, à la non-binarité, autour de la transidentité. Et ce que j'ai compris à travers mon terrain, c'est que pour comprendre la violence et l'incapacité à être dans un échange raisonné entre ces différents camps elle est due au fait que ce qui se joue, ou ce qui est perçu comme enjeu, c'est la reconnaissance-même de l'existence, de la possibilité d'exister, en particulier pour les travailleurs du sexe, ou pour les personnes trans, ou pour les femmes qui portent le voile. Et la dénonciation de violences qui sont dénoncées dans un registre de système politique, celles qui défendent la lutte contre la prostitution, elles ne combattent pas les femmes prostituées ou les personnes prostituées, elles combattent le système et la violence qu'il porte, de la même manière pour le port du voile. Et pourtant c'est reçu comme une violence, voire un déni d'existence des individus eux-mêmes. Donc voilà, c'est ce que je voulais comprendre : comment se jouaient ensemble à la fois cette prise en considération, cette visibilité des imbrications, des liens, et à la fois cette dé-liaison entre féministes en particulier ou entre camps des personnes engagées et mobilisées.

Programme PRESAGE : Et vous avez commencé un petit peu à parler d'intersectionnalité. C'est un terme qui a été introduit dans les années 1990 par une juriste américaine afro-féministe qui s'appelle Kimberlé Crenshaw, pour adapter le militantisme au droit à la simultanéité des discriminations, donc la combinaison entre le sexisme et racisme par exemple. Pourquoi est-ce que ce concept ne fait pas consensus en France ?

R.S. :Alors c'est complexe parce qu'il y a plusieurs raisons et c'est un sujet qui est très stimulant intellectuellement et en même temps très délicat pour le comprendre dans sa complexité. La manière dont il a été reçu en France et utilisé en France c'est très ambigu puisqu'il a d'abord été perçu, en particulier par les universitaires plutôt associées au matérialisme historique, comme en réalité portant la dépolitisation. C'est à dire se concentrant sur l'individu, sur le traitement en particulier des discriminations individuelles, et ne disant pas suffisamment le fait que ces discriminations sont associées à des rapports sociaux de classe, de race, et de sexe imbriqués, cette idée de consubstantialité des rapports sociaux. Donc il était préféré plutôt tout ce travail autour de Danièle Kergoat, Elsa Dorlin, Roland Pfefferkorn, plutôt cette expression-là. Ce qu'on voit de l'intention en particulier de Kimberlé Crenshaw, c'est vraiment l'idée de mettre en visibilité un "qui" des inégalités, des injustices, qui soit beaucoup plus conforme à la réalité des inégalités et qui ne s'enferme pas dans des cases hermétiques mais qui puisse voir les personnes qui sont à l'intersection de groupes d'identification et de discrimination. Et que cette visibilité là soit vraie à la fois dans les mobilisations et dans la manière dont on y répond par l'action publique en particulier par le droit. Donc on voit que là on est dans des divergences qui sont des divergences

intellectuelles mais en réalité l'objectif il est le même : d'arriver à comprendre et à la fois à penser le "pourquoi" et le "qui" sans angle mort.

Ce que je vois moi, ce qui est dit dans mon terrain c'est qu'il y a un effet pervers qui est perçu dans les usages du terme d'intersectionnalité qui peut être utilisé un peu pour opposer des féministes entre elles en termes générationnels, avec cette idée que avant la génération Y et bien on ne pensait pas les inégalités de manière imbriquée ou plurielles. Donc là il y a une forme de cécité quand même historique, et beaucoup de féministes me le disent : il y a une volonté vraiment il y a eu un projet qui a été fait d'ailleurs pour qu'on ait pas de caricature sur le passé et qu'on voit qu'il y a eu justement au sein par exemple de la Coordination nationale pour le droit des femmes, il y a eu vraiment des ... plus que des alliances ... des travaux en commun, en particulier avec des féministes qui se qualifient, ou pas, de décoloniales ou de post-coloniales ou en tous cas qui étaient très vectrices à la fois de visibilité d'actions autour de cette imbrication sexisme / racisme, dans une situation post-coloniale française, autour des Nanas-Beurs, autour d'autres initiatives. Donc là dessus cette idée de ne pas occulter l'histoire des féminismes et de ne pas caricaturer pour ne pas non plus créer des oppositions entre féministes qui ont quand même, qui sont perçues comme ayant pour conséquence que l'ennemi principal ça ne soit pas le colonialisme ou le patriarcat mais que ça soit un groupe de femmes qui est perçu comme un groupe de femmes privilégiées qu'on va qualifier autour des travaux, en particulier de Françoise Vergès, de "féministes blanches". Et ça c'est c'est perçu encore comme une forme de ruse aussi du patriarcat pour diviser entre féministes au lieu de porter ensemble des choses qui sont déjà travaillées depuis très longtemps au sein des féminismes. Donc ce terme là il est perçu comme quelque chose qui empêche d'avoir à la fois une sororité, de penser les choses dans leur complexité et dans leur filiation, donc je trouve ça intéressant comme regard aussi de se dire que ça peut contribuer à la division au lieu de participer d'un approfondissement et d'une poursuite du processus. Donc il ne faut pas non plus cristalliser sur des termes et bloquer là dessus, mais ça permet de mieux comprendre certaines réserves qui ne sont pas des réserves sur l'objectif commun mais qui sont des réserves sur les divisions que ça peut impliquer.

Programme PRESAGE : Merci et je voulais aussi vous interroger sur un autre aspect de votre démarche scientifique qui est un peu lié à ce concept d'intersectionnalité, c'est la dimension située du point de vue, ce qu'on appelle la *standing point theory* en anglais. Est-ce que vous pourriez d'abord nous expliquer ce que c'est ? Et peut-être nous expliquer quelles questions vous êtes-vous posées, en tant que chercheuse, avant de commencer cette grande enquête ?

R.S. : Alors c'est une expression assez compliquée parce qu'elle est avant tout épistémologique, plutôt appliquée aux sciences dures, enfin voilà, donc je vais plutôt l'appréhender par rapport à, il y a toujours une dimension nomade des concepts, à la manière dont elle est très forte aujourd'hui dans les études sur les mobilisations et sur les féminismes en particulier. On voit qu'il y a une volonté de dépasser une approche qui est une approche assez verticale de la recherche de LA science qui serait une approche qui derrière une fausse objectivité porterait en réalité une autorité qui ne permettrait pas de voir justement que toute recherche est située dans un moment particulier, au moment où on fait la recherche. Et là c'est vrai que je fais cette recherche à un moment très particulier, je me pose des questions sur justement le croisement justice sociale / justice écologique et la pandémie va arriver de la Covid, je vais faire une partie des entretiens en confinement, enfin

voilà, bien sûr que ça va avoir des implications sur la recherche. Et elle est portée aussi dans une discipline particulière, la science politique avec un regard de théoricienne du politique et par une chercheuse particulière qui elle-même est située dans l'espace social. Donc toute cette dimension là il me semble essentiel de les prendre en compte par rapport à la fois au recueil de données que ça permet mais aussi que ça occulte peut-être et par les biais que ça peut entraîner dans la parole qui m'est donnée mais aussi dans l'analyse que j'en fais. Il est en effet central, je le vois très clairement dans cette recherche, le rapport au "qui" est central : à la fois qui est discriminé, qui peut porter les mobilisations, donc le rapport entre premier concerné et allié est un sujet qui est beaucoup discuté à la fois au sein des mobilisations mais dans la recherche que je porte. Et bien sûr que qui analyse, qui est légitime à analyser, et en quoi ça reproduit ou pas de l'hégémonie, de l'occultation, de la domination, c'est des sujets qu'il me semble central à prendre au sérieux et à prendre en considération pour ne pas reproduire ce qu'on est censé analyser. Pour cela en particulier j'ai veillé à ce que les personnes que j'ai interviewées, même si elles étaient tout à fait conscientes que les interviewais, que je les enregistrerais que ça allait être utilisé pour des publications scientifiques et pour des analyses scientifiques, je les ai de nouveau sollicitées avant la publication de l'ouvrage pour qu'elles puissent valider à la fois leur extrait de citation mais pas seulement, je leur ai aussi fait lire le contexte d'analyse parce que mon objectif était vraiment pas de trahir leur message, leur analyse, et de ne pas moi biaiser ce qu'on pouvait comprendre de ces mobilisations contemporaines contre les injustices donc ça a été ma manière de prendre en compte vraiment leurs paroles sans les limiter à la grille de lecture qui était la mienne. Et par rapport à la première question que vous avez posée, c'était plus important que ma grille de lecture était beaucoup trop rigide par rapport à la complexité, à la fluidité des mobilisations contemporaines actuelles.

Programme PRESAGE : Merci et donc on en a un petit peu parlé : on au sein des mobilisations contre les injustices il y a des enjeux polémiques qui peuvent venir interférer avec la construction d'une lutte commune. Et donc plutôt qu'une unification des luttes, vous avez plutôt observé une superposition des revendications avec des convergences ponctuelles et tactiques sur des thèmes bien précis. Comment est-ce que ça se manifeste concrètement ?

R.S. : Alors ma question de départ c'était vraiment "qu'est-ce qui fait commun dans les mobilisations contemporaines contre les injustices ?". Ma réponse, mon hypothèse de travail, ma réponse de travail, mon hypothèse, c'était que c'était l'horizon d'égalité. Vous bien compris que mon hypothèse a été bousculée, voire plus que nuancée, même si certains et certaines considèrent que l'égalité est toujours un principe qui est fondamental et qui est le plus à-même de porter de la non-domination, d'autant plus parce qu'on est en France et qu'il faut se réapproprier nos principes fondateurs. Mais là il y a quand même quelque chose qui est révélateur dans le fait de plutôt se reconnaître dans la lutte contre les injustices, l'équité, la dignité, bon. Ce qu'on voit c'est que ce qu'il y a de commun avant tout c'est la dénonciation des injustices et le fait de le rattacher à quelque chose de radical, c'est à dire à la fois de global et d'associé aux causes. Et donc là il y a un ennemi commun : c'est à dire, dire "en fait le sexisme, le racisme, la dimension écocidaire, la classisme voire le spécisme pour ceux qui sont antispécistes qui ne font pas consensus mais ... et associé à un système qui est un système économique donné, du capitalisme tardif, du néolibéralisme qui marchandise tout, dont les corps, dont les ressources, et qui portent à la fois du patriarcat, du racisme, ...

Donc on a quelque chose de commun dans l'ennemi commun. Par contre sur l'horizon commun, le bien commun, il y a vraiment une réticence à porter un cadrage prédéterminé qui est associé en effet plutôt aux totalitarismes du vingtième siècle à quelques chose où on reproduirait une hiérarchie des luttes et où une lutte gagnerait sur une autre en particulier avec un peu je pense une forme de méfiance vis à vis de la primauté de la lutte des classes sur les autres luttes. Donc on ne veut rejouer ce jeu là, voilà, cette histoire là. Donc il y a cette idée qu'on est radical mais on est fluide, au sens où chacun va en fonction de son histoire en tant que premier concerné, de la spécificité de ces revendications, des choix de types de mobilisations qu'ils ont fait, de spécialisations aussi qui peuvent être thématiques sur l'urbanisme ou sur d'autres enjeux ou sur le rapport au pouvoir, ou sur, ... On va porter une lutte qui est la plus cohérente possible avec la tactique qui nous correspond le mieux en termes à la fois de stratégie et d'idéologie mais aussi de parcours humain. Et ensuite chacun va mettre une brèche à sa manière dans le système, et le système va de cette manière là être déconstruit. On va avoir des moments de rencontre dans cette phase où on ébrèche le système mais qui vont être soit des convergences d'agenda, donc on va se battre tous sur la justice écologique parce que la justice écologique croise le fait que les plus concernés par le dérèglement climatique, par les conséquences de la détérioration écologique ça sera dans une logique d'anthropocène : c'est les femmes, c'est les personnes les plus vulnérables, c'est les territoires du Sud, voilà, donc on va avoir sexisme, racisme, écologie, voilà, qui vont être, qui vont converger en termes d'agenda. Il va y avoir des alliances très précises sur un point à un moment donné : la marche Adama, "on veut respirer", où là on va avoir une convergence globale au niveau international mais aussi autour d'Alternatiba et du Comité Adama, voilà, donc sur les violences policières mais aussi sur la dimension écologique. Mais ça ne va pas être quelque chose qui va être perçu comme enfermant mais comme dans un processus d'émancipation commune mais dans une marche commune.

Programme PRESAGE : Et je pense que ça fait bien le lien avec ma dernière question. Je voulais vous demander quelle était la place de l'utopie dans les discours des activistes que vous avez interrogés ?

R.S. : Alors ça c'est vraiment très intéressant parce que la phase qu'on avait vécue antérieurement on peut avoir l'impression qu'on était dans une logique de "no alternative" : "il n'y a pas d'alternative, il faut être pragmatique, il faut être réaliste, on est en période de crise, on a déjà peu de marge, donc, voilà, soyons efficaces et ne soyons pas des rêveurs complètement déconnectés des contraintes, de la réalité". On vit un moment qui est un moment de dystopie, et donc l'utopie est au contraire perçue comme le seul choix réaliste. Donc face à un système qui s'est auto-détruit par l'accaparement des ressources, par le fait de se détruire nous-mêmes, à la fois les individus entre eux, les groupes entre eux mais aussi notre environnement et la nature, et on se rend bien compte qu'on fait partie de la nature, il n'y a pas la nature et les humains. Donc on remet en cause ces dichotomies qui sont plutôt associées à la modernité. Et donc l'utopie est vraiment perçue comme une utopie réelle, comme étant la seule réponse à avoir.

Ce qu'il y a d'intéressant c'est que le diagnostic, il est global sur "ça nous concerne tous d'un point de vue international nous sommes tous liés nous sommes tous imbriqués, Sud, Nord, pauvres, riches, quelles que soient nos identifications". Et ce qu'il y a d'intéressant c'est que la réponse par contre elle se fait plutôt au niveau local, d'une réappropriation et d'un faire commun qui est dans le partage d'expérience. On me dit souvent "il n'y aura pas de grand soir ou de petit matin mais il y aura des petits jardins". Alors aussi bien à travers

l'écoféminisme, la permaculture, mais aussi à travers le municipalisme libertaire, donc dans le "partage d'îlots" on me dit aussi, on cite [Édouard] Glissant en me disant "les îlots feront les archipels". Donc le collectif, le commun il se fera en respectant des formes de spécificités, d'expérimentations, qui soit sont des politiques pré-figuratives pour une généralisation ou sont vues comme une cohérence plutôt de l'ordre de communautés mais qui vivront comme ça en bonne entente avec des pirogues qui feront le lien entre les archipels. Donc vraiment l'utopie elle est réhabilitée, elle est réappropriée, elle est vécue, elle est partagée, mais dans ce faire-commun. Donc en fait on fait commun, on fait commune, mais on n'est pas dans le fait de penser en commun au sens de mettre en place un cadrage idéologique commun, non, on met en place du partage, on refait commun à travers cette métaphore qui n'est pas une métaphore puisque c'est aussi dans la pratique des petits jardins partagés.

Programme PRESAGE : Super, merci beaucoup Réjane Sénac.

R.S. : Merci à vous.

Programme PRESAGE : Merci à Réjane Sénac pour cet échange et merci à vous pour votre écoute.

Genre et cetera, c'est le podcast du Programme de recherche et d'enseignement des savoirs sur le genre de Sciences Po.

La musique est signée Lune.

Un lien vers la transcription de cet épisode est disponible en description.

Pour aller plus loin, vous retrouverez aussi en description des liens vers différentes références bibliographiques, dont le livre de Réjane Sénac, *Radicales et fluides*.

Si vous avez aimé cet épisode, n'hésitez pas à nous le dire sur votre plateforme de podcast préférée ou sur les réseaux sociaux Twitter et Facebook : @PRESAGEgenre

À bientôt !